

Mobilisations pour refuser les conséquences du budget Bayrou-Macron

Echos des départements

Paris

Samedi 15 MARS : Rassemblement au ministère à l'appel du comité de l'Yonne. Des délégations représentant les écoles et établissements mobilisés dans une vingtaine de départements, deux cents manifestants ont convergé vers le ministère.

La Confédération FO est venue leur apporter un message de soutien.



La ministre ayant refusé de recevoir une délégation ce jour-là, plusieurs parents et personnels mandatés par leurs comités ou école ont pris la parole : après avoir fait état des mobilisations engagées (et, parfois, des victoires obtenues comme dans l'Yonne) ils ont décidé de se mettre en lien et de se revoir pour se coordonner.

Extrait de l'intervention du comité de l'Yonne :



« (...) cette année dans la mobilisation contre la carte scolaire, un principe s'est imposé : si nous refusons qu'une classe ferme dans notre école, nous ne voulons pas pour autant qu'elle ferme dans l'école d'à côté ou dans l'école avec laquelle nous avons lutté : Nous refusons l'ensemble des fermetures de classes !

C'est ainsi que, sur ce principe, s'est créé le Comité des écoles mobilisées de l'Yonne qui s'est étendu également aux établissements du second degré mobilisés contre les baisses de dotation. Le véritable problème n'est pas de savoir quelle école doit fermer plutôt qu'une autre : c'est le manque de postes ! Et comme nous avons bien compris que le seul pouvoir du DASEN ne consiste qu'à déshabiller Pierre pour habiller Jacques, dans le cadre contraint des postes alloués, nous avons décidé de nous adresser

et de diriger nos actions là où se trouvent les postes : au ministère ! »

A la fin du rassemblement, les manifestants ont scandé : « Du fric, pour l'école publique, pas pour la guerre ! »

Finalement une délégation sera reçue le 17 mars. Un compte-rendu vous parviendra.

Indre-et-Loire

Grève très suivie au lycée Vinci d'Amboise : 45 collègues en grève pour dénoncer les 80 heures supprimées dans la DHG avec le soutien de leurs syndicats FO, SNES-FSU et SUD, et celui de la FCPE locale. Ci-dessous la motion adoptée, et en pièce jointe la lettre aux parents distribuée : 114 signatures de parents d'élèves ont été recueillies sur place par les collègues.

« Monsieur le Recteur

Madame La Ministre

Nous enseignants du lycée Vinci d'Amboise sommes en grève ce jour de Portes Ouvertes s: nous sommes massivement engagés et rassemblés ce jour pour exprimer notre colère face à la diminution de nos moyens d'enseignement qui ne nous permettra pas d'offrir aux élèves les conditions d'enseignement dignes d'un véritable service public d'éducation. Nous avons distribué une lettre (en PJ) et fait signer plus de 100 parents ce jour.

Nous vous demandons de revenir sur la DHG que vous avez octroyée à l'établissement et nous restituer nos moyens (80 h).

Nous poursuivrons notre mobilisation jusqu'à satisfaction de nos revendications.

Les 45 personnels grévistes rassemblés ce jour avec les syndicats FO, SNES-FSU et SUD Education et les délégués FCPE du lycée. »



Comité de Loches (37) : Extrait de la lettre ouverte à Monsieur Alfandari et Monsieur Louault :

Monsieur le Député, Monsieur le Sénateur,

Nous sommes un collectif de parents d'élèves, d'élus ruraux et d'enseignants du canton de Loches. Notre canton rural est fortement impacté par les fermetures de classes tant dans le primaire que dans le secondaire.

Le 27 février dernier, c'est plus d'une centaine de personnes qui étaient réunies à Loches pour dénoncer ces fermetures de classes, mais aussi pour évoquer les conditions de travail dans les classes.

Monsieur le Député, Monsieur le Sénateur,

Vous avez voté cette année une baisse du budget alloué à l'Education nationale. Cette baisse contraint notre Directeur Académique à fermer 49 classes dans le département. Pour prendre cette décision, vous vous êtes basés sur un seul et unique indicateur : la baisse démographique !

Nous, enseignants (mais aussi parents), ne comprenons pas que l'argent généré par la baisse démographique (baisse de 600 élèves dans notre département cette année) ne soit pas conservé dans le budget alloué à l'Education nationale pour permettre un meilleur encadrement des élèves dans nos classes !

(...) Aujourd'hui, par ce courrier, Monsieur le Député, Monsieur le Sénateur, nous vous demandons de vous ranger du côté du bon sens.

Nous vous demandons de porter haut et fort notre cause auprès de Madame la Ministre de l'Education nationale pour que soit annulées purement et simplement les 49 suppressions de postes dans notre département et pour que nous puissions faire grandir nos élèves dans un climat bienveillant, serein et qualitatif. »

Gers



A Auch, depuis près d'un mois, personnels et parents d'élèves se mobilisent contre la suppression d'un poste d'infirmière des lycées Le Garros et Pardailhan. Samedi 15 mars, à l'occasion des journées « portes ouvertes », ils ont organisé un rassemblement devant les

grilles du lycée Pardailhan (une cinquantaine de personnes). Et ce lundi 17 mars, dans le cadre d'une journée de grève à l'appel de FO, CGT, SNES, Sud et Unsa, personnels et enseignants ont manifesté dans les rue d'Auch, contre les suppressions de postes et de classes et pour le maintie du poste d'infirmière.

Val d'Oise :

Les collègues du LPO Maryse Condé de Sarcelles ont été reçus à l'Inspection d'Académie ce jeudi soir pour porter leurs revendications. Une dizaine de collègues de l'établissement étaient présents pour soutenir la délégation. Le SNETAA-FO



Versailles, au côté des personnels depuis le début du mouvement, était présent également. Après plus d'une heure d'audience, la délégation est ressortie avec des réponses positives allant dans le sens des revendications, pour le maintien des conditions de travail et d'étude de toutes et tous ! Les collègues ont eu raison de maintenir leurs revendications et de les porter auprès du DASEN, tout comme ils ont eu raison d'envisager de les porter au ministère, là où cela se décide, là où sont les moyens !